

Introduction

Faire et défaire la mondialisation

Regards Sociologiques, n°43-44, 2012, pp.5-10

Le présent dossier se propose de poursuivre la réflexion entre divers espaces de production engagée par le festival « Raisons d'Agir » et particulièrement à l'occasion de sa sixième édition consacrée, en 2011, à « la mondialisation capitaliste », à son histoire, à ses acteurs politiques et économiques, aux luttes de ceux qui la subissent, aux résistances et aux alternatives qui s'y opposent, en France et dans le monde. Les articles réunis ont certes suivi le rigoureux parcours de sélection et d'évaluation en usage à *Regards Sociologiques*. Mais leur présentation entend aussi prolonger l'esprit du festival, qui associe chaque année les logiques objectivantes de la connaissance scientifique à celles, situées ailleurs et autrement objectivantes, des engagements militants et des créations artistiques. C'est en ce sens que ce numéro rassemble des articles de recherche, émanant de communications présentées lors des journées d'étude du festival, mais aussi de courtes présentations des films projetés durant le festival, ainsi qu'un ensemble de documents consacré à une « expérience pédagogique » menée dans ce cadre.

La « mondialisation » est devenue l'un des lieux communs du langage politique. Tel qu'elle est définie par les experts médiatiques et par les porte-parole des courants qui dominent le champ politique d'un pays comme la France, elle constituerait un phénomène inéluctable, avec son lot de délocalisations et de souffrances sociales, avec sa part de nouvelles espérances démocratiques découlant d'une sorte de rétrécissement du monde.

Comme l'ont en particulier montré Frédéric Lebaron, Yves Dezalay et François Denord, ce discours d'autorité prend appui sur une forme d'universalisation de savoirs d'Etat, légitimés par certains secteurs du droit et de l'économie des pays économiquement dominants et diffusés aussi bien par de grandes fondations philanthropiques, par les multinationales du conseil ou par des institutions supranationales comme le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale ou l'Union Européenne. Ce sont ainsi des processus sociaux et

1. Cf. Lebaron Frédéric, *Le savant, le politique et la mondialisation*, Bellecombes-en-Bauges, Croquant, 2003 ; Lebaron Frédéric, *Ordre monétaire ou chaos social ? La BCE et la révolution néolibérale*, Bellecombes-en-Bauges, Croquant, 2006 ; Dezalay Yves, « Les courtiers de l'international. Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°151-152, mars 2004, pp.5-35 ; François Denord, *L'Europe sociale n'aura pas lieu*, Paris, Raisons d'agir, 2009.

politiques trouvant leurs origines dans le champ du pouvoir¹, à l'échelle de certains Etats et à l'échelle internationale, qui contribuent à imposer ce discours sur la naturalité des processus d'accumulation dans leur forme actuelle. Dans les pays qui ont joué un rôle majeur dans la production et la diffusion du *Washington Consensus*, les relations structurales existant entre le champ politique, le champ économique et le champ académique sont un élément décisif pour comprendre la force particulière qu'a acquise la *doxa* économique au moment où elle se reconfigurait². Mais sa diffusion doit également beaucoup à de nouveaux modes d'exportation et d'importation des biens symboliques, sous l'égide des politiques de « développement » et d'interventions « humanitaires » conduites au nom des principes les plus universalistes³.

En vertu du présumé indispensable accompagnement de la « mondialisation », partout sur la planète, le droit du travail a été « adapté » aux « impératifs de compétitivité », l'économie marchande a reconquis toute une part des secteurs naguère passés sous le contrôle de la collectivité et les stratégies d'investissement à moyen ou long terme ont laissé place à l'exigence de rentabilité immédiate et aux placements à risque sur des produits financiers de plus en plus déconnectés de l'économie réelle. Les fondés de pouvoir de firmes désormais acquises à la financiarisation et les courtiers de la nouvelle bienséance internationale n'ont ainsi cessé de voir leurs prophéties se réaliser en même temps que le centre de gravité de la nouvelle économie-monde se déplaçait quelque part entre l'Amérique du Nord et les pays asiatiques « émergents ».

A partir du milieu des années 1990, à échéances régulières, les mécanismes de financement des firmes américaines ont donné des signes de faiblesse⁴. A la même époque les mouvements d'opposition aux politiques néolibérales ont retrouvé une certaine ampleur, en particulier en Europe et en Amérique latine. Et de nouveaux réseaux de résistance transnationaux, fondés sur l'alliance informelle entre les représentants classiques du syndicalisme ouvrier et paysan et un militantisme d'intervention politique issu des classes moyennes cultivées, ont bénéficié d'un certain écho, à travers les « forums sociaux » et les rassemblements « altermondialistes »⁵. Mais la dynamique de restructuration des systèmes économiques ne s'en est trouvée affectée que marginalement. Et lorsqu'une dizaine d'années plus tard, quelques-uns des plus grands oligopoles américains se sont déclarés en faillite, avec la crise dite des « *subprimes* », les mêmes nécessités ont été invoquées pour justifier de nouveaux plans « d'ajustement » et s'en remettre un peu plus aux supposées vertus de la concurrence « non faussée » et de la nouvelle « gouvernance mondiale ». Le déplacement vers l'Europe de cette sorte d'état d'urgence du capitalisme contemporain, avec le développement de la « crise de la dette », n'a fait que renforcer l'emprise du capitalisme financiarisé. Là où les militants les plus

¹ Bourdieu Pierre, *La Noblesse d'Etat. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit (coll. Le sens commun), 1989.

² Dezalay Yves, « Les courtiers de l'international ... », *art. cit.* ; Dixon Keith, *Les évangélistes du marché. Les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*, Paris, Raisons d'agir, 1998.

³ Voir le numéro des *Actes de la recherche en sciences sociales* : « Sociologie de la mondialisation. Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel », n°151-152, mars 2004 ; ou encore : Guilhot Nicolas, *Financiers, philanthropes. Vocations éthiques et reproduction du capital à Wall Street depuis 1970*, Paris, Raisons d'agir, 2004.

⁴ Cf. Aglietta Michel et André, *La monnaie entre violence et confiance*, Paris, Odile Jacob, 2002 ; Jorion Paul, *La crise du capitalisme américain*, Bellecombes-en-Bauges, Le Croquant, 2009.

⁵ Agrikoliatsky Eric et Sommier Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La dispute, 2005.

engagés dans la contestation du néo-libéralisme pensaient voir s'ébaucher une forme de délégitimation du discours de la « mondialisation », on a vu celui-ci revenir en force, avec l'extension à l'Europe du sud des formes d'intervention que l'on avait cru réservées à des pays de l'hémisphère sud.

Se pose dès lors la question de l'impact réel de ces mouvements de contestation, et peut-être surtout celle de la diversité des configurations nationales où ils se sont déployés, celle des rapports de force politiques et sociaux dans les pays et les espaces continentaux exposés, sous des formes diverses, à plusieurs décennies de restructurations économiques et de travail d'imposition de la doxa néo-libérale. Contre toute vision globalisante des mécanismes et des acteurs en jeu, se pose aussi la question des espaces où se confrontent les mandataires des différentes organisations et institutions concernées, des règles du jeu qui s'y instaurent, des ressources à disposition des protagonistes.

En proposant ainsi de passer la « mondialisation » au crible de ses conditions sociales et politiques, il ne s'agit bien sûr pas de récuser l'importance des mécanismes économiques. Les travaux sur l'histoire de la mondialisation économique, tels que les ont inaugurés Karl Marx, Joseph Schumpeter ou Fernand Braudel, sont là pour nous rappeler l'ancienneté et l'importance des dynamiques d'expansion du monde capitaliste, par destruction et création de formes nouvelles de gestion(s), voire de domination(s). Mais la sociologie économique et celle des luttes sociales et politiques nous apprennent aussi à quel point ces dynamiques sont socialement construites et procèdent des rapports de force matériels et symboliques, à l'échelle des entreprises, des institutions nationales et internationales ou des arènes visibles et invisibles du pouvoir.

L'un des enjeux de la période actuelle est précisément de parvenir à analyser de quelle façon les différentes formes de domination économique, sociale et politique que l'on rencontre sur la planète concourent à faire de l'économie mondiale ce qu'elle est. Pour tous ceux qui veulent contribuer au renversement des logiques qui prévalent actuellement, il ne s'agit plus seulement d'en appeler à la « solidarité internationale » ou de proclamer qu'un « autre monde » ou qu'une « autre mondialisation » « sont possibles ». Il faut aussi mieux comprendre de quelle(s) façon(s) les manières dominantes d'organiser l'économie tendent à s'imposer et à se reproduire, à travers toute une série de discours, de pratiques et d'institutions ; il faut saisir la diversité des contextes nationaux et les difficultés à construire des solidarités internationales ; et comprendre de quelles façons des solidarités concrètes se sont malgré tout constituées dans la période récente.

Dans cette optique, la question de la « mondialisation » est abordée ici à partir de différents points de vue. En premier lieu, on retrouvera dans ce dossier la diversité des expériences de la « mondialisation » selon les contextes sociogéographiques : de l'Inde à la Bolivie en passant par le quartier européen bruxellois, il s'agit de plonger dans des expériences « locales » des nouveaux rapports de force économiques et politiques. Ce faisant, ce sont aussi les enjeux spécifiques portés par diverses mobilisations sociales qui retiendront l'attention. De même, on se déplacera du niveau des dominations et des luttes locales à celui des institutions internationales, qu'il s'agisse des acteurs qui produisent ou gèrent la « mondialisation » ou de ceux qui tentent de construire des résistances transnationales.

Le dossier s'ouvre sur une contribution de **Christian de Montlibert** qui pose un cadre général dans lequel penser les discours de la mondialisation néolibérale et leurs « apories ». En abordant la mondialisation à partir des contradictions qu'elle engendre et véhicule, ce texte invite à réfléchir au-delà de ces discours dont la multiplication contribue « à fabriquer une sorte de mythe ». Il s'agit donc de mettre à profit l'analyse scientifique et ses outils pour passer du mythe aux réalités, déconstruire les lieux communs de notre post-modernité et montrer comment « la mondialisation recouvre des réalités très différentes » et « se présente plutôt comme un ensemble disparate de représentations et non comme un concept ». Les études citées par Christian de Montlibert, comme celles rassemblées dans ce dossier, permettent ainsi « d'objectiver les divers aspects de l'extension internationale de diverses pratiques », c'est-à-dire aussi bien de relativiser la dimension auto-réalisante des discours de la mondialisation que de documenter les lieux de leur diffusion, de leur effectuation mais aussi de leur rejet. Ainsi, il s'agit tout autant de chercher à relativiser l'effectivité de l'uniformisation du monde, de son aplanissement, que de montrer comment la mondialisation néolibérale a bien été « objectivée dans des pratiques, organisée par des règlements, matérialisée dans des objets divers, réactivée par des rituels et des activités discursives ».

C'est sur le fil de cette tension entre production discursive et transformations effectives du réel, entre « vision du monde » et « réalité du monde » que se situent les autres articles réunis pour ce dossier, en allant des acteurs transnationaux de la mondialisation, dirigeants des banques centrales ou lobbyistes bruxellois, aux expériences d'oppressions et de résistances locales, dans la Bolivie d'Evo Morales, l'Inde des « intouchables » ou l'Europe des luttes salariales.

Deux articles nous transportent, chacun à sa manière, au cœur des institutions internationales, nouveaux « lieux neutres » de production de l'idéologie dominante¹, mais aussi espaces institutionnels et géographiques concrets, où se mettent en forme les intérêts, se matérialisent les pratiques, les règlements, les rites.

Frédéric Lebaron étudie la contradiction entre la « valeur de neutralité » associée aux banquiers centraux (et sans doute plus généralement à tous les « experts » des institutions internationales), ce qu'il nomme leur « capital symbolique de neutralité », et le rôle politique qu'ils ont été amené à jouer ces dernières années ; la contradiction entre les discours tenus et les rôles effectivement joués. Il s'agit ici d'éclairer en quoi ce « groupe "socio-professionnel" très spécifique », ces « économistes praticiens », jouent « un rôle clé et central dans l'architecture des politiques économiques en Europe ». Ce faisant, Frédéric Lebaron peut mettre au jour une contradiction apparente entre la doctrine traditionnelle des banquiers centraux européens et les actions menées par ceux-ci depuis 2008 en particulier. A y regarder de plus près, on s'aperçoit en effet que ce qui pourrait se laisser percevoir comme une évolution de la doctrine ne relève en fait que d'une stratégie pratique déployée pour « faire face à la situation ». Se révèle ainsi une autre des « apories » des discours sur la mondialisation : « l'institution intervient de plus en plus massivement et de façon de plus en plus discrétionnaire auprès des banques, exerce un lobbying de plus en plus pesant face aux Etats sur le plan budgétaire [...] mais elle continue largement d'être perçue comme un acteur neutre, aussi neutre que

¹ Boltanski Luc, Bourdieu Pierre, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°2, 1976.

peut l'être un "billet de banque" qui n'a ni odeur ni saveur». Cette contradiction ne révèle pas seulement les mécanismes de la reproduction capitaliste ; elle la rend possible. Jusqu'à quand, interroge Lebaron ?

Sylvain Laurens déplace quant à lui la focale du côté des très *select* clubs privés du quartier européen de Bruxelles et y analyse les formes de sociabilité qui s'y développent. La tension qui se trouve interrogée peut se formuler ainsi : le contexte socio-économique spécifique de ces élites, de cette fraction des classes dominantes bruxelloises qui partagent leur position à l'intérieur des institutions européennes, favorise-t-il, comme on pourrait le penser dans un premier temps, la constitution d'un « capital cosmopolite » ? Assiste-t-on à une « dénationalisation des habitus » ? Le travail d'observation participante mené par Sylvain Laurens invite à faire preuve de prudence : s'il peut attester de la constitution de groupes sociaux caractérisés par leur coupure vis-à-vis de l'extérieur, on assiste aussi à l'émergence d'un « cas paradoxal d'un entre-soi sans sociabilité intense », sans collectivisation des pratiques et des rites mais au contraire une individualisation très forte de celles-ci. La notion d'« entre-soi » se voit ainsi ré-interrogée pour analyser les « usages sociaux dominants de ces espaces protégés » et ne pas passer à côté, dans l'analyse, des « usages potentiellement individualisant » de ces lieux de sociabilité.

Les deux articles qui suivent analysent la complexité et les possibles ambivalences de deux mouvements de résistance locale.

C'est aux paradoxes de l'expérience bolivienne depuis la victoire d'Evo Morales aux élections générales de 2005 que l'article de **Hervé Do Alto** s'intéresse. S'attachant à lancer une réflexion de fond sur « les caractéristiques sociales et politiques des différents mouvements, de leur articulation au sein d'un parti politique lui-même doté de caractéristiques singulières, et des effets de la présence de ce même parti à la tête de l'appareil d'Etat », il invite à dépasser toute dichotomie simpliste « gouvernement/mouvements ». Ayant suscité de nombreux espoirs au niveau international, au point de devenir un symbole « d'un autre monde possible », le gouvernement d'Evo Morales et le mouvement social dont il émane peuvent alors apparaître comme des entités paradoxales, tant acteurs d'une dynamique protestataire de remise en cause du modèle économique néolibéral que partie prenante d'une politique économique finalement assez éloignée de la « promesse d'un horizon antilibéral, voire anti-capitaliste ».

Nicolas Jaoul envisage une autre forme de tension : celle entre l'histoire et le potentiel émancipateur d'un mouvement de résistance minoritaire et les possibles effets de son adoption comme « cause internationale » sur le registre humanitaire. Prenant pour objet l'étude de la transnationalisation de la cause dalit (anciens intouchables) en Inde, l'article contribue ainsi à l'étude de l'« ONGisation » des mouvements sociaux. L'analyse permet à l'auteur de mettre en lumière la façon dont l'ancrage dans les réalités locales « implique des phénomènes de résistances, de captations des ressources et d'ajustements tactiques à la mondialisation ». Nicolas Jaoul s'attache ainsi à démontrer/démonter la complexité des effets potentiels de l'adoption d'une cause politique et émancipatrice sous couvert de « bonne gouvernance » internationale. Si la façon dont la campagne représente les dalits à l'étranger révèle une forte tendance à dépolitiser, dé-historiciser leur cause, l'article permet également de « souligner la résilience des facteurs locaux dans le processus de transnationalisation de la question dalit, à la fois en occident et en Inde ». De même, il montre que, s'il existe bien un risque de désorganisation et de

précarisation des mouvements de la base, l'« ONGisation » à l'œuvre est aussi susceptible de renouveler les formes de lutte émancipatrice.

Le renouvellement des formes de lutte se retrouve aussi au centre des préoccupations d'**Anne Dufresne** dont l'article s'intéresse à une « dynamique centrale dans le processus économique de la mondialisation » : la « modération salariale ». Elle s'attache tout d'abord à montrer « comment et par quels mécanismes sociaux et politiques, [l'atteinte au salaire] s'est installée comme nouvelle norme partout en Europe et les difficultés qu'a l'acteur syndical à stopper cette régression. » Sa réflexion permet d'illustrer le glissement d'une « coordination politique au niveau national » à une « coordination par le marché » à laquelle nous assistons depuis au moins trente ans, la façon dont « l'intégration européenne, vecteur essentiel de la mondialisation, est un outil aux mains de gouvernements pour accélérer les régressions politiques et sociales en cours dans les différents pays de l'Union européenne » et transformer le salaire en variable d'ajustement, non plus « droit négocié », « objet de délibération politique posant un débat sur la redistribution des richesses » mais « prix du marché », « indicateur technique de "coût du travail" à surveiller ». Son analyse s'attache alors à poser, face à cette internationalisation effective d'une pratique sociale, la nécessité d'une riposte internationalisée qui repose la question salariale sans cesse effacée des luttes au profit des batailles de l'« emploi » ou pour la « justice sociale ». Anne Dufresne évoque en particulier la revendication de salaire minimum européen qui pourrait venir constituer un levier pour la construction d'une mobilisation transnationale et aurait pour effet potentiel de contribuer à une re-légitimation des syndicats comme défenseurs du salaire et non comme acteurs participant à sa « dénaturation » et à sa « modération ». Là aussi, une tension se fait jour : comment « renouer avec les traditions syndicales nationales de la défense du salaire » en menant une lutte transnationale contre une pratique internationalisée ?

Entre ces différents articles sont insérées de courtes présentations, rédigées par **Benoît Perraud**, des films projetés à l'occasion du festival. Témoignage de la diversité des approches à l'œuvre dans le festival, ces encadrés constituent autant d'invitations à aller voir ailleurs ce que d'autres formats ont à nous dire de la mondialisation et de ses effets.

Enfin, la section « documents liés au dossier » s'intéresse à une « expérience pédagogique » menée à l'occasion du festival : l'élaboration collective, dans le cadre d'un cours d'analyse du discours politique consacré à la novlangue néolibérale et adressé à des étudiants de deuxième année de Lettres, d'une présentation sur « la langue de la mondialisation » en ouverture du festival. Outre le texte intégral de la présentation des étudiants, le dossier comprend un récit d'expérience, qui fournit l'occasion pour l'enseignante, **Véronique Rauline** de réfléchir à la façon dont le type de travail mené, l'autonomie requise, mais aussi l'immersion, le bain linguistique dans lequel l'élaboration de la présentation a plongé étudiants et enseignante ont été des moyens efficaces pour mener, autrement, un travail de dévoilement critique de l'ordre discursif dominant. Dans un encadré, **Bertrand Geay** livre son regard de sociologue sur cette présentation et offre un contrepoint qui invite à poursuivre la réflexion sur ce qui s'énonce, là, sur la place et les formes du dévoilement critique à l'université dans un contexte « d'économie mondialisée du savoir et de la connaissance ».